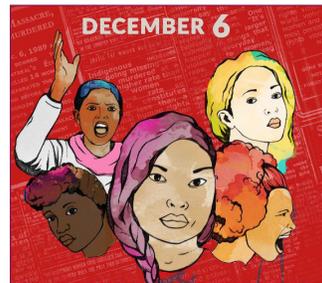


CALENDRIER 2016

février					mars					
M	M	J	V	S	D	L	M	J	V	S
2	3	4	5	6	1	2	3	4	5	6
9	10	11	12	13	7	8	9	10	11	12
16	17	18	19	20	13	14	15	16	17	18
23	24	25	26	27	20	21	22	23	24	25
Conférence des meilleurs spécialistes					27	28	29	30	31	



DANS CE NUMÉRO:
CALENDRIER 2016
 >> **AFFICHE DÉTACHABLE AU**
CENTRE
LES AUTOBUS SCOLAIRES >> PAGE 2
LE 6 DÉCEMBRE, JOURNÉE
NATIONALE DE COMMÉMORATION
ET D'ACTION
 >> **PAGE 3**

VOLUME 3, NO.25

WWW.UNIFOR.ORG

17 DÉCEMBRE 2015



uniforum



Des dirigeant(e)s et militant(e)s d'Unifor se sont joints au CTC, à la FTO et au SCLP à North Bay samedi pour le rassemblement « Unity for Community » en appui aux services publics et aux travailleuses et travailleurs en lock-out chez Northland Rail. Pour connaître les détails de l'entente conclue dimanche avec Northland, voir la page 2.

Le travail précaire domine les discussions au CRO

L'importance de mettre à jour les lois du travail et les normes d'emploi afin de répondre aux besoins des lieux de travail actuels de plus en plus précaires a dominé la plupart des discussions au récent Conseil régional de l'Ontario.

Jim Stanford, l'économiste d'Unifor, a souligné que la croissance des mauvais emplois n'a fait qu'empirer les choses. Devant la rareté des emplois disponibles, les travailleuses et travailleurs sont contraints de choisir entre le chômage et les emplois précaires, avec peu de perspective pour construire une vie décente pour leur famille.

« La création d'emplois devrait être une priorité afin que les travailleurs ne se sentent pas obligés d'accepter ce type d'emplois », a-t-il affirmé.

Unifor demande que des changements soient apportés à la Loi sur les normes d'emploi, notamment en ce qui a trait à

Lobbying sur le travail précaire

Des travailleuses et travailleurs de partout en Ontario étaient à Queen's Park récemment pour rencontrer des députés en vue d'obtenir leur appui pour apporter des changements à la loi du travail et aux normes d'emploi afin de s'attaquer à la nature de plus en plus précaire du travail aujourd'hui.

« Le travail contractuel, les heures irrégulières, l'occupation de deux ou trois emplois à temps partiel pour joindre les deux bouts, c'est la réalité d'un nombre de

>> **Suite à la page 2**

Unifor appuie des banques alimentaires partout au Canada

Le plus grand syndicat du secteur privé au Canada fait un don de 135 000 dollars à 46 banques alimentaires au pays, et demande à ses membres et à la population de faire la même chose.

« Les besoins d'un grand nombre de Canadiens sont réels toute l'année, mais ils sont particulièrement critiques à ce temps-ci de l'année », a déclaré Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Peu importe vos croyances et la manière dont vous célébrez

les Fêtes, les iniquités dans notre société sont très apparentes pendant cette période festive. Voilà pourquoi les Canadiens sont si généreux à ce temps-ci de l'année à l'égard des banques alimentaires. »

Les dons, allant de 1 500 dollars à 8 000 dollars, vont servir à des banques alimentaires de Victoria à St. John's, et à toutes les provinces entre les deux océans. Ils seront distribués dès maintenant jusqu'à Noël. Les fonds proviennent à la fois du syndicat Unifor et du Fonds

>> **Suite à la page 3**

>> **Suite à la page 3**

Ratifications

Section locale 103, Northland

Des membres d'Unifor de James Bay et de North Bay, en Ontario, travaillant chez Northland Railway, ont ratifié de nouvelles conventions collectives un mois après un lock-out de 200 des 350 membres.

La compagnie Ontario Northland a placé en lock-out des employés de l'atelier représentés par Unifor le 14 novembre, dans une tentative infructueuse d'imposer des concessions qui auraient permis de sous-traiter une bonne partie des tâches exécutées par les travailleuses et travailleurs, et d'éliminer le programme des métiers spécialisés.

La convention collective prévoit des hausses salariales immédiates pour les métiers spécialisés, ainsi qu'une bonification de 2 p. cent le 1er janvier 2016, 2017 et 2018.

Unifor représente des employés de bureau, des services à bord, des magasins et des ateliers et du Cochrane Station Inn à divers endroits dans le nord de l'Ontario.

Un rapport du vérificateur général accorde une attention nécessaire aux autobus scolaires

Les sections locales d'Unifor du secteur du transport scolaire sont encouragées par plusieurs recommandations émises récemment par le vérificateur général de l'Ontario. Il a mis l'accent sur l'importance d'améliorer la qualité des services, d'assurer la responsabilité du gouvernement et de mieux suivre l'impact du roulement des conducteurs sur la sécurité.

La directrice de la région de l'Ontario, Katha Fortier, a dit que le rapport du vérificateur général sur les services de transport scolaire soulève des questions importantes à propos de la qualité des services fournis en vertu du processus de demande de proposition, du système compétitif

d'appel d'offres. Ces questions ont été soulevées dans le cadre de sa campagne provinciale intitulée « Steering Clear : Avoiding the RFP Trap ».

« Dans certains cas, le vérificateur général a constaté une attention insuffisante à la qualité des services de transport scolaire et trop d'attention sur la faiblesse des tarifs », a mentionné Katha Fortier.

Debbie Montgomery, présidente de la section locale 4266 d'Unifor et chauffeur d'autobus scolaire, attribue les mauvaises normes de sécurité et les salaires misérables à l'approche du plus bas prix du processus d'appel d'offres, ainsi qu'au roulement élevé des chauffeurs



Debbie Montgomery.

qui continuent d'avoir le moral bas dans l'industrie.

« Le système de demande de proposition a causé beaucoup de difficultés pour les chauffeurs », a-t-elle ajouté.

Le vérificateur a aussi réprimandé le ministère de l'Éducation de ne pas vérifier si la mesure « d'amélioration des salaires » des chauffeurs d'autobus scolaire a bel et bien été dépensée à ses fins initiales.

>> Suite de "Lobbying sur le travail précaire" on page 1

plus en plus grand de travailleuses et travailleurs aujourd'hui, notamment les jeunes », a déclaré Katha Fortier, directrice de la région de l'Ontario, dirigeant la délégation de 40 travailleuses et travailleurs.

« Le cadre légal entourant le travail en Ontario ne s'est pas adapté à ce transfert fondamental. »

Le ministre du Travail, Kevin Flynn, a remercié Unifor pour son mémoire.

« Nous savons ce qui ne fonctionne pas. Nous observons nos propres enfants et nous voyons ce qui ne fonctionne pas », a déclaré le ministre Flynn. « Nous cherchons des solutions. »

Des employés de lieux de travail comme les épiceries, les commerces de détail, le secteur manufacturier, les services sociaux, le transport scolaire, les médias, l'aérospatiale, les soins



Le ministre du Travail de l'Ontario, Kevin Flynn, rencontre une délégation de membres d'Unifor.

de santé, les télécommunications et les pigistes ont participé à la délégation.

Le mémoire de 156 pages d'Unifor, déposé dans le cadre de l'Examen portant sur l'évolution des milieux de travail du gouvernement de l'Ontario, propose 43 recommandations, y compris des règles sur les horaires et plus d'opportunités pour des emplois à temps plein.

Il préconise aussi de rendre les employeurs responsables pour les actions des agences de travailleurs temporaires, de donner accès à des avantages sociaux, de moderniser le processus d'accréditation syndicale et les règles touchant une première convention collective, ainsi que des moyens pour les travailleuses et travailleurs non syndiqués de pouvoir agir collectivement.



Uniforum est publié toutes les deux semaines par Unifor, le plus grand syndicat du secteur privé au Canada.

Vous pouvez nous joindre au:

Uniforum

Service des communications d'Unifor
205 Placer Court, 5e étage
Toronto (Ontario) M5H 3H9
1-800-268-5763

communications@unifor.org

www.unifor.org

>> Suite de "Le travail précaire..." on page 1

la stabilité des horaires et aux opportunités d'emploi à temps plein, à l'accès à des avantages sociaux pour les employés à temps partiel. Le syndicat demande aussi d'adopter une approche proactive pour la mise en application des normes et rendre les employeurs responsables des actions des agences de travailleurs temporaires.

« À l'heure actuelle, s'il y a un problème, les employeurs disent que c'est la faute de l'agence. Ils ne devraient pas pouvoir transférer cette responsabilité », a déclaré Jim Stanford.

Unifor demande aussi l'usage du vote électronique pour l'accréditation syndicale, les votes sur l'accréditation dans des endroits neutres, et l'arbitrage

d'une première convention collective, ainsi que l'amélioration de la sécurité syndicale et de la sécurité d'emploi lorsque des services contractuels sont transférés à d'autres fournisseurs. L'économiste a dit que plusieurs employeurs changent de fournisseurs de services pour réduire les coûts, ce qui empêche les travailleuses et travailleurs d'avoir une vie décente.

« Il s'agit d'une des techniques les plus horribles d'exploitation que les employeurs utilisent aujourd'hui », a-t-il ajouté.

Le ministre du Travail de l'Ontario, Kevin Flynn, a souligné que les lois ontariennes sur le travail n'ont pas été mises à jour depuis 20 ans.

« Les lois que nous avons rédigées à l'époque ne s'appliquent tout simplement pas aux réalités



L'économiste d'Unifor, Jim Stanford, présente les changements proposés par le syndicat à la loi du travail afin de s'attaquer aux emplois précaires.

des lieux de travail d'aujourd'hui », a déclaré le ministre Flynn. « Nous devons protéger correctement les personnes qui ont besoin de l'être, et nous devons nous assurer que les employeurs connaissent les normes. »

Le président national d'Unifor, Jerry Dias, qui participait à la délégation syndicale à la

conférence de Paris sur les changements climatiques, a aussi dit qu'Unifor jouera un rôle vital dans de telles discussions.

« Si une transition doit avoir lieu, nous allons faire partie des discussions pour nous assurer qu'aucun de nos membres ne soit laissé de côté », a affirmé Jerry Dias.

>> Suite de "Unifor appuie des banques..." on page 1

de justice sociale d'Unifor.

« Le travail international du Fonds de justice sociale reçoit habituellement beaucoup d'attention, mais le Fonds vient aussi en aide aux gens dans le besoin au Canada, comme en témoigne cet effort actuel », a déclaré Mohamad Alsadi, directeur du Service des droits de la personne et des relations internationales d'Unifor.

« Les dons en argent aident les banques alimentaires à combler les manques associés aux dons alimentaires, tout aussi importants, pour faire en sorte que les familles utilisent les banques alimentaires afin d'avoir une diète équilibrée », a ajouté Mohamad Alsadi.

Jerry Dias et Mohamad Alsadi ont sollicité toutes les sections locales et tous les membres d'Unifor, ainsi que la population canadienne, à faire des dons aux banques alimentaires et aux collectes de jouets dans leurs communautés.

« Ensemble, nous pouvons faire une vraie différence dans la vie des gens qui en ont besoin. Soyez généreux », a demandé Jerry Dias.

Les membres et les sections locales sont aussi encouragés à faire des dons aux collectes de jouets locales et à la campagne « Operation Christmas Cheer ».

La campagne annuelle dirigée par des syndicats vise à procurer des aliments et des jouets aux familles des travailleuses et travailleurs en grève ou en lock-out partout au Canada.

Deux lock-out de membres d'Unifor vont recevoir des dons cette année : les 240 membres de la section locale 1688 qui ont été placés en lock-out par le répartiteur de taxis Coventry Connections, et les 135 membres de la section locale 4266 en lock-out chez Gardaworld, l'entreprise de véhicules blindés.

Des militantes et militants d'Unifor soulignent la journée de commémoration du 6 décembre

Nous avons tous un rôle à jouer pour cesser la violence faite aux femmes et nous attaquer aux inégalités, a affirmé Angela Robertson, militante et leader communautaire à la veille de la Journée nationale de commémoration et d'action du 6 décembre.

La militante Robertson a pris la parole au Conseil régional de l'Ontario la veille du 26^e anniversaire du meurtre des 14 femmes à l'École Polytechnique de Montréal en raison de leur genre. « Le fait que cet événement ait eu lieu il y a 26 ans et que nous demandions encore des changements me rend triste aujourd'hui », a-t-elle souligné.

« Le moment est venu de renouveler notre engagement à agir pour mettre fin à cette guerre silencieuse contre les femmes. » Peu après l'allocution de Angela

Robertson et le lendemain de la journée de commémoration, Ottawa a lancé la première phase d'une enquête nationale promise sur le meurtre et la disparition de femmes autochtones.

Unifor a milité avec beaucoup de vigueur pour que cette enquête ait lieu, a tenu à souligner Angela Robertson dans son allocution. « Tout le travail que vous menez ou le travail que mène un seul syndicat ne peut venir à bout de la violence faite aux femmes. Il s'agit de notre responsabilité collective. »

Partout au Canada, des militantes et militants d'Unifor ont participé à des vigiles soulignant le 6 décembre.



Unifor se réjouit du progrès accompli dans le cadre de l'entente sur les changements climatiques

Le progrès accompli lors des discussions sur le climat à la COP21 est un pas important vers l'objectif de limiter les changements climatiques. La délégation d'Unifor à Paris souligne que le Canada a joué le rôle de leader pendant les discussions.

« Nous sommes ravis du progrès réalisé cette semaine, et nous sommes fiers du rôle que les Canadiennes et Canadiens ont joué pour faire avancer le programme », a dit Jerry Dias, président national d'Unifor.

« Nous sommes prêts à travailler pour faire en sorte que le Canada atteigne ses objectifs nationaux et prennent soin des travailleuses et travailleurs

pendant ce processus. »

La délégation d'Unifor dirigée par Jerry Dias comprenait aussi Ken Smith, président de la section locale 707A d'Unifor, représentant les travailleurs de Suncor dans les sables bitumineux en Alberta.

Les représentants d'Unifor faisaient partie d'une délégation de 35 syndicalistes coordonnée par le Congrès du travail du Canada et la Confédération syndicale internationale (CSI).

« Une transition équitable », c'est-à-dire le processus de financement et de recyclage des travailleuses et travailleurs touchés par les changements dans les industries à production élevée d'émissions carboniques, était la priorité absolue de la délégation

DANS CE NUMÉRO Le Conseil régional de l'Ontario s'attaque au travail précaire et au besoin de mettre à jour la loi sur le travail et les normes d'emploi, ainsi qu'aux changements climatiques et à d'autres sujets. Les autobus scolaires reçoivent l'attention du vérificateur général. Le 6 décembre, le 26e anniversaire de la tragédie de l'École Polytechnique.



Des dirigeant(e)s et militant(e)s d'Unifor faisaient partie de la délégation du CTC aux discussions sur les changements climatiques à Paris.

syndicale. Les représentants d'Unifor ont rencontré les négociateurs canadiens et les responsables des politiques à plusieurs reprises pendant les discussions.

Les représentants gouvernementaux étaient largement d'accord avec les délégués syndicaux canadiens, et ont promis d'exercer des pressions pour inclure l'idée d'une transition équitable dans l'entente finale.

Lors d'un forum de discussion

tenu pendant la semaine, Ken Smith a reçu une ovation pour sa contribution à la problématique de la transition pour les travailleuses et travailleurs.

« Nous ne pouvons laisser personne de côté », a-t-il souligné. « Les emplois de mes membres nourrissent leur famille, alors tout plan sur le climat doit comporter des alternatives équitables et adéquates pour eux. »